

**Convention collective départementale**

IDCC : 829. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES ET CONNEXES  
(VAUCLUSE)**

**(20 janvier 1976)**

(Etendue par arrêté du 5 juin 1981,  
*Journal officiel* du 13 juin 1981)

■ *Journal officiel* du 17 décembre 2009

**Arrêté du 9 décembre 2009 portant extension d'un avenant à la  
convention collective des industries métallurgiques et industries  
connexes de Vaucluse (n° 829)**

NOR : MTST0929826A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu les arrêtés des 5 juin et 9 juillet 1981 et les arrêtés successifs, notam-  
ment l'arrêté du 28 juillet 2009, portant extension de la convention collective  
des industries métallurgiques et industries connexes du Vaucluse du 20 jan-  
vier 1976 et des textes la complétant ou la modifiant, notamment l'avenant  
n° 54 du 1<sup>er</sup> décembre 2006 portant révision de ladite convention ;

Vu l'avenant n° 59 du 22 juillet 2009, relatif à la valeur du point et aux  
taux garantis annuels, à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 23 octobre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective  
(sous-commission des conventions et accords), recueilli lors de la procédure  
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés  
compris dans le champ d'application de la convention collective des indus-  
tries métallurgiques et industries connexes du Vaucluse du 20 janvier 1976,

à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'avenant n° 59 du 22 juillet 2009, relatif à la valeur du point et aux taux garantis annuels, à la convention collective susvisée.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 décembre 2009.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général du travail,*  
J.-D. COMBREXELLE

*Nota.* – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/40, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.